

## VILLERS-SAINT-PAUL, UNE COMMUNE, UNE USINE ... 1920-1975

En 1911, Villers-Saint-Paul est une commune rurale de 903 habitants totalement à l'écart du mouvement d'industrialisation qui touche depuis une soixantaine d'années le bassin creillois et s'étend progressivement à toutes les autres communes limitrophes : Thiverny, Cramoisy, Saint-Maximin, Saint-Leu-d'Esserent et Laigneville. Villers-Saint-Paul partage cette singularité avec Verneuil-en-Halatte de l'autre côté de l'Oise.

Il est vrai qu'en 1914, la vallée du Thérain est toujours l'axe industriel du département et que la vallée de l'Oise en amont de Creil est peu industrialisée.

En 1931, Villers-Saint-Paul compte 2 278 habitants soit une progression de 152 % en vingt ans. L'explication de cette explosion démographique en discordance complète avec le reste du département se trouve dans l'implantation sur le territoire de la commune d'une usine chimique.

Villers-Saint-Paul est en effet l'une des quatre communes du département dont l'histoire est indissociable de celle d'une

usine. Les trois autres sont Laigneville et Desnoyers, Thourotte et Saint-Gobain, enfin Sérifontaine et Tréfinmétaux.

Cet article cherche à déterminer l'impact de l'usine sur l'histoire de la commune mais aussi les liens et les échanges qui unissent ces deux entités.

Dans un premier temps, je présenterai l'implantation de l'usine et son expansion de 1919 à 1940 ce qui me conduira à analyser les conséquences de cette implantation pour la commune; enfin, dernière partie, j'aborderai la période 1940-1975 sans séparer aussi nettement que précédemment l'évolution de ce que j'appelle les deux entités.

### L'USINE 1919-1940

Il y a selon moi trois facteurs explicatifs.

L'existence avant guerre, de l'autre côté de la rivière Oise, d'une usine de ce type.

La Compagnie parisienne d'aniline créée vers 1875 par Jean-Théodore Coupier et passée en 1882-1883 sous le contrôle du groupe allemand Hoechst. L'usine du Tremblay comme on l'appelle dans la région emploie en 1914 une centaine d'ouvriers. Lorsque la Première guerre mondiale éclate, elle est placée sous séquestre tout comme d'ailleurs la Compagnie générale d'électricité propriété du groupe Siemens, installée dans ce qui va devenir l'école nationale professionnelle de garçons.

Deuxième explication, la nécessité pour la France de se doter d'une industrie des colorants chimiques, secteur jusque là monopole de l'industrie allemande.

Dernier facteur naturellement, la situation géographique, Villers-Saint-Paul offre un site idéal entre l'Oise et la voie ferrée.

Après des péripéties liées à des questions immobilières et à l'évolution du front, la Compagnie Nationale des Matières Colorantes et produits chimiques créée sous l'impulsion du gouvernement français et dont le siège social est 134 boulevard Haussmann à Paris achève en 1919 la construction du premier bâtiment pour la fabrication de l'indigo.

C'est le point de départ d'agrandissements successifs : atelier de mécanique, chaudronnerie, menuiserie etc...d'expansion interne, l'usine produit, à partir de 1921, du bleu de méthylène et en

1923, de l'auramine, et d'expansion externe : la Compagnie Nationale des Matières Colorantes achète en 1921 l'usine du Tremblay. Le directeur de la nouvelle usine, Georges Forel, né à Brebotte dans le Territoire de Belfort en 1864 est domicilié rue de Vaux à Creil. Ses deux enfants sont nés à Lyon. L'usine emploierait alors environ 600 personnes.

En octobre 1923, la Compagnie Nationale des Matières Colorantes, dont le passif se monte à un peu plus de 30 millions de francs, fusionne avec la Manufacture des produits chimiques du Nord, établissements Kuhlmann, pour former La Compagnie Nationale de Matières Colorantes et Manufactures de produits chimiques du Nord réunies, établissements Kuhlmann. En fait cette dernière entreprise, Kuhlmann, dont le capital se monte à 100 millions de francs, absorbe la première par augmentation de son capital porté à 150 millions de francs.

L'annonce légale parue dans la presse locale nous permet de connaître l'apport de la CNMC. Dans l'Oise, la CNMC possède l'usine du Tremblay d'une contenance totale de 19 hectares 82 ares dont 1 hectare 30 pour les ateliers, les magasins, les bureaux et les laboratoires. Elle est en outre propriétaire de 10 maisons ouvrières construite par la société anonyme d'habitations à bon marché "La Grande famille" à Nogent-sur-Oise.

Elle apporte enfin l'usine de Villers-Saint-Paul-Rieux construite sur 48

hectares, deux villas à Verneuil-en-Halatte, trois à Villers-Saint-Paul, trois à Rieux, six à Creil et une usine à Nogent-sur-Oise louée alors à la société générale de tonnellerie mécanique, enfin plusieurs maisons à Creil.

L'apport fusion, comme on dit, favorise la croissance de l'usine de Villers-Saint-Paul qui compte 1100 ouvriers en 1926.

La fabrication du formol commence en 1929 et l'électrolyse du chlorure de sodium est réalisée à partir de 1931.



**Vue aérienne de l'usine chimique de Villers-Saint-Paul (Collection privée)**

On crée dans l'enceinte de l'usine deux filiales : la société acéto-synthèse en 1926 et en 1931 la société "Vapeur et électricité", filiale de Kuhlmann, qui fournit à l'usine sa vapeur et son courant électrique.

A la veille de la Seconde guerre mondiale il existe aussi une société de recherches pour combustible sur le pétrole synthétique qui emploie une cinquantaine de personnes et qui, contrairement aux deux autres, a un directeur différent de l'usine de Villers, Audibert.

En 1937, l'usine de Villers-Saint-Paul emploie 1 876 salariés et verse une taxe d'apprentissage évaluée à 7 409 000 francs soit trois fois environ celle versée par Brissonneau et Lotz, les Forges et Aciéries ou encore C.I.M.A.-Wallut.

## LA COMMUNE

Le visage de la commune en est complètement bouleversé même si tous les salariés ne sont pas domiciliés à Villers-Saint-Paul. Deux exemples : à Rieux, il y a 55 salariés de Kuhlmann en 1926 et 65 en 1936 et à Creil à la même date 351 personnes travaillent à Villers.

Bouleversement démographique d'abord :

En 1921, 103 personnes recensées à Villers-Saint-Paul, 10 % de la population totale, travaillent à l'usine. Elles sont principalement installées rue de Moysicourt,

rue du Bac et dans l'Ecart du Bac, et représentent 45 % de la population totale dans cet écart, 28 % rue du Bac et 12 % rue de Moysicourt.

En 1926, on recense 1 631 habitants soit une augmentation de 51 % en cinq ans et parmi eux 354 étrangers contre 54 en 1921.

### Les étrangers en 1926

Polonais	213
Belges	56
Slovaques	54
Russes	8
Italiens	5
Grecs	3

C'est désormais 406 personnes qui travaillent alors à l'usine soit le quart de la population communale. Mais si on en trouve encore 45 rue de l'Eglise, 30 rue de Moysicourt et 30 rue du Bac, ils sont 107 dans ce que le recensement appelle les "Dortoirs" et 140 à la Cité des colorants. La cassure est apparue entre un centre-ville où les étrangers vivant essentiellement dans des pensions ne représentent que 10,8 % de la population et la proximité de l'usine où les étrangers représentent 48 % de la population totale.

Pour l'histoire du département en général et du bassin creillois en particulier le recensement de 1926 est essentiel. Pour la première fois, il mentionne l'installation de travailleurs algériens dans le bassin creillois



plus de 60, les uns recensés comme étrangers et d'autres comme Français.

En 1931, Villers-Saint-Paul compte 2 278 habitants soit 40 % en plus par rapport à 1926. La population étrangère a plus que doublé, 712 personnes, et représente désormais 31,3 % de la population totale. Les salariés de Kuhlmann, 561, sont 30 dans la rue des Combattants, 50 dans la rue de l'Eglise et 28 rue du Bac mais désormais ils sont plus des trois quarts domiciliés à la Cité ou au hameau du quai de l'Oise.

La Cité où les étrangers représentent 60 % des habitants. On recense enfin 74 Algériens dont 40 dans le Hameau du Bac mais aucun dans la Cité.

En 1936, la croissance démographique a fortement ralenti, + 84 habitants, et le nombre des étrangers a diminué, ils ne sont plus que 518. La crise est passée par là et les étrangers ont été les premiers touchés.

Bouleversement démographique donc mais aussi structurel.

De nouveaux quartiers apparaissent. Pour faire face à l'explosion démographique, la commune est obligée d'accroître son personnel municipal, elle doit aussi agrandir le cimetière, construire de nouvelles classes. En novembre 1924, on déplace une cloison dans l'école inaugurée une vingtaine d'années plus tôt.

En 1926 il faut agrandir le bâtiment ; en 1931 on demande l'ouverture d'une troisième classe à l'école des garçons et à l'école des filles. On envisage l'ouverture d'une classe enfantine. En 1935, c'est une quatrième classe qu'il faut et en 1937 une cinquième.

Le conseil réalise aussi à partir de 1924 l'électrification de la commune, le conseil municipal avait voté le principe de l'éclairage au gaz le 6 octobre 1912. En 1930, c'est l'adduction d'eau potable qui est mise en œuvre, le conseil dans sa réunion du 1<sup>er</sup> mars 1930 "tient à remercier à cette occasion la direction des établissements Kuhlmann qui consent à participer à la dépense totale pour une somme de 100 000 francs". Et je passe rapidement sur les demandes pour obtenir l'arrêt de trains plus nombreux ou les dépenses pour la construction d'un abri à la gare.

Bouleversement politique enfin.

Le conseil municipal change. En 1919, le conseil municipal est celui d'une commune rurale : quatre propriétaires, un cultivateur, deux débitants, un commerçant, un artisan, deux retraités du Nord et un brasseur. Peu marqués politiquement, les conseillers sont d'abord des gestionnaires. Pourtant pour la première fois trois socialistes ont été élus, au deuxième tour. En 1929, ils sont huit sur seize et en 1935 onze sur seize.

En juin 1938, un socialiste devient maire de Villers-Saint-Paul, Constant Boudoux.

Toutefois force est de constater qu'il y a peu de salariés de chez Kuhlmann au conseil municipal, six en 1935. Cette remarque pose aussi le problème de l'intégration des nouveaux habitants même si les étrangers ne votent pas.

Autre signe de cette évolution politique, le 12 juin 1933, le conseil décide de rebaptiser un certain nombre de rues, le choix est révélateur :

La rue des Combattants devient la rue Aristide Briand, la rue de Moysicourt devient la rue Jean Jaurès, la rue du Bac devient la rue Albert Thomas, la rue Colin, la rue Pasteur.

L'industrialisation de la commune s'est accompagnée du développement des organisations ouvrières. Une cellule communiste fonctionne dans l'usine en 1925, elle ne semble pas avoir eu une activité durable sans doute à cause de la répression.

Une section socialiste existe à partir de 1927. Cependant que parmi les trois dirigeants qui marquent les années 30 aucun ne vient de l'usine : Constant Boudoux est commerçant, Pascal Loire est employé des chemins de fer et Alexandre Lemaire, employé des PTT. Seul Robert Malbranc, secrétaire en 1938, est ouvrier chez Kuhlmann. Il semble qu'il n'existe pas de syndicat avant le Front populaire si ce n'est une tentative en 1925. A cette date, Bloquet, secrétaire général unitaire des produits chimiques de l'Oise, est venu tenir des réunions avec un délégué polonais, Olzanski.



**Grévistes en 1936 dans le hall du bâtiment 36 (Collection privée)**

En 1936, l'usine est en grève du 6 au 12 juin, grève totale qui touche mille cinq cents personnes, l'usine est occupée, des représentations théâtrales y sont données. Comme dans le reste du pays on assiste à une véritable "explosion" des effectifs syndicaux. Selon certaines sources, le syndicat C.G.T. regroupe, en novembre 1936, 1 553 ouvriers sur 1 560 ouvriers. Il est représenté aux congrès nationaux de la C.G.T.. Parmi les dirigeants en 1937 et 1938, on note la présence d'un délégué polonais, Slovinski Stanislas, né en 1909, d'un délégué nord-africain, Amar Rabti, né en 1911, et d'une seule femme sur 24, Clara Dehamme, responsable de la section socialiste après guerre. Il existe enfin un syndicat de la maîtrise lui aussi adhérent à la C.G.T..

Le Front populaire favorise aussi l'éclosion et la croissance de toutes les organisations ouvrières. Il existe une cellule communiste, un groupe des jeunesses socialistes et surtout des associations sportives. On assiste sur ce terrain à une véritable concurrence entre l'usine et les organisations ouvrières soutenues par la mairie. Voilà ce qu'écrivit Fournet en février 1937 :

*"Aux sportifs du Front populaire. Nous avons le plaisir de vous informer que le Sportif villersois s'étant réorganisé pour la pratique de tous les sports sous l'égide de la F.S.G.T. nous serions heureux de vous accueillir parmi nous. Classe contre classe, faisons*

*échec au sport bourgeois et par là même contre le fascisme".*

A l'époque à côté du football club de Villers-Saint-Paul, l'entreprise patronne un club d'athlétisme, un club de basket, de boxe, de ping pong et de natation.

Le conseil municipal de son côté entend de développer la pratique du sport. Il crée un club de football sous l'égide de la F.S.G.T., pour cela il transforme, près de la gare, une prairie en terrain de sport, trace un terrain de football et un boulodrome, construit un bâtiment pour vestiaire et rangement de matériel et dresse un portique pour l'entraînement des pompiers. Enfin dans la cavée Saint-Paul, 200 mètres au dessus du cimetière, est monté un stand pour le tir de précision à la cible.

Au sein de la F.S.G.T., créée dans le département en mars 1937, les associations villersiennes sont bien représentées, il y a un club de gymnastique, de cyclisme, de boules, de marche et de natation. Des élus de la commune y jouent un rôle de premier plan. Jules Neveu, délégué, puis Pierre Robert, cheminot, tous les deux conseillers municipaux, sont successivement trésorier.

### 1940-1975

La Seconde guerre mondiale porte un coup d'arrêt momentané au développement de l'usine. Elle ne compte plus que 1 128 ouvriers et produit 346 tonnes de colorants en août 1940. Toutefois la reprise est rapide.

En 1941, à une enquête préfectorale, la direction répond qu'elle emploie 2 201 ouvriers et produit 2 188 tonnes de colorants.

La défaite et l'occupation ont aussi pour conséquence le changement de nom et de statut de l'entreprise. La firme allemande I.G. Farben aurait souhaité réunir les principales usines fabriquant des matières colorantes dans une société dont elle aurait la majorité du capital et à laquelle elle interdirait d'exporter en l'obligeant aussi à se fournir auprès d'elle pour tous les autres produits. Le gouvernement français s'était inquiété de ces prétentions et un accord était intervenu en novembre 1941. La participation allemande est limitée à 51 % du capital dans la nouvelle entreprise baptisée Francolor et dirigée par un homme favorable aux positions allemandes.

Après la Libération, nous entrons dans cette période faste d'expansion économique que l'on nomme les 30 glorieuses. Francolor dispute alors à Brissonneau, Usinor et Saint-Gobain la place de premier employeur industriel du département. En 1955, l'usine emploie 2324 salariés, soit 1 692 ouvriers, 201 employés, 302 techniciens et 129 ingénieurs. 2 583 en 1971 et 2 800 en 1979.

Grâce à la thèse de Raymond Lazzarotti nous possédons une description de l'usine au milieu des années 60.

Elle occupe 40 hectares dont 8 couverts, la cité ouvrière couvre 22 hectares 40 et il reste 112 hectares disponibles soit



une superficie totale de 175 hectares. Elle possède 7 km 500 de voies ferrées et un réseau routier interne de 3 km 800, elle dispose d'un port fluvial avec deux ponts roulants, d'une halte S.N.C.F. (les Près roseaux) et d'une passerelle commencée en 1946 et inaugurée en février 1951. Elle possède en outre une annexe dit Forclum à Rieux acquise en 1946 et utilisée pour les réparations et le stockage des emballages, la société "Vapeurs et électricité", la société acéto synthèse et un laboratoire à Nogent-sur-Oise pour le contrôle biologique des produits pharmaceutiques. L'usine, qui depuis 1956 produit de l'éthyl et de la méthylaniline, produit 14 000 m3 de colorants par an en 1965.

Lazzarotti ajoute que Francolor possède 80 logements d'ingénieurs (32 à Chantilly et 29 à Creil), 300 logements en cités ouvrières dont 200 à Villers-Saint-Paul et des baraquements pour ouvriers étrangers. Il y a un restaurant qui fournit 800 repas par jour, une bibliothèque, une crèche, une société musicale, un club sportif (football, basket, tennis, escrime et boule).

A l'époque les salariés sont domiciliés à Villers-Saint-Paul (879), Creil (419), Nogent-sur-Oise (213), Verneuil (195), Rieux (129), Montataire (30), Laigeville (26) et Thiverny (2).

L'évolution démographique de la commune suit l'état de santé de l'usine. L'expansion démographique réapparaît entre 1946 et 1982. Villers-Saint-Paul voit

sa population passer de 2 539 habitants à 5 545. La croissance est particulièrement forte entre 1954 et 1962 (19,8%) et 1968 et 1975 (28,9%). La population étrangère demeure importante mais ne retrouve pas les chiffres des années 1930. 421 étrangers en 1954 (14% de la population totale), 877 en 1975 et 1 009 en 1982 (18,2%).

La commune qui jusque là s'était agrandie presque exclusivement en direction de la vallée, ou plus exactement de l'usine, va se développer vers le Nord et "prendre de la hauteur".

La Seconde guerre mondiale marque une autre rupture, politique celle-là. La division des partis de gauche fait perdre la municipalité à la SFIO. Aux élections municipales de 1945, 1947 et même 1953 des socialistes se présentent en ordre dispersé sur plusieurs listes et s'opposent parfois même au sein du conseil municipal.

A partir de 1947, Madame Suzanne Parizet est adjointe, c'est la première fois qu'une personne ayant des liens avec l'usine accède à ce poste et en 1959, un salarié de l'usine, Gaston Lepite, qui y travaille depuis la création ou presque, devient maire.

Les syndicats eux disposent chez Francolor d'un fief.

La C.G.T. puissante à la Libération se divise en 1947. La présence de Henri Delaplace, futur secrétaire départemental de Force ouvrière, explique l'existence d'un

Groupe socialiste d'entreprise dès 1947. Les G.S.E. jouant un rôle essentiel dans la création de Force ouvrière.

Si la C.G.T. reste la force dominante chez les ouvriers, elle obtient en effet plus des deux tiers des suffrages lors des élections professionnelles ce qui frappe c'est la grande stabilité du corps électoral. En 1951, les élections pour les délégués du personnel donnent 7 élus à la C.G.T., 2 à F.O. et 1 à la C.F.T.C..

Vingt ans après, en 1971, on a 7 élus C.G.T., 2 F.O. et 1 C.F.D.T., en voix respectivement 67 %, 20 % et 13 %. A l'inverse chez les agents de maîtrise, F.O. qui dominait en 1951 avec 2 élus contre 1 à l'union C.G.C.-C.F.T.C., est devancé, en 1971 par la C.G.T., non en sièges mais en voix (37 % contre 35 % et 15 % à la C.F.D.T. et 13 % à la C.G.C.).

Les années 1970 marquent la fin de la grande période de l'industrie chimique à Villers-Saint-Paul ou plus exactement la fin d'une époque. Car malgré des vicissitudes l'industrie chimique est encore présente sur le site.

Les années 1975-2000 seront abordées dans le prochain numéro.

Jean-Pierre BESSE

Sources :

Archives départementales de l'Oise, série M, listes nominatives de recensement.

Archives Municipales de Villers-Saint-Paul, Délibérations du conseil municipal.

Le Cri populaire de l'Oise, 1920-1939.  
La Gazette de Creil, 1919-1939.

Raymond Lazzarotti, L'industrie et les complexes industriels de la vallée de l'Oise, Gap, 1968.

René Marchois, De l'usine du Tremblay à celle de Villers-Saint-Paul, Les Amis du Vieux Verneuil, n° 56, décembre 1995.